

[Accueil](#) [Gouvernement](#) [Plans et rapports annuels](#) [2019-2020](#)

Publication des plans d'activités et rapports annuels de 2019-2020 : ministère du Procureur général

Plans d'activités pour 2019-2020, résultats et retombées de tous les programmes provinciaux offerts par le ministère du Procureur général en 2018-2019.

Dans cette page

1. [Vue d'ensemble du ministère](#)
 2. [Organigramme](#)
 3. [Lois administrées par le ministère du procureur général](#)
 4. [Organismes, conseils et commissions qui relèvent du ministère](#)
 5. [Information financière du ministère](#)
 6. [Annexe : rapport annuel 2018 2019](#)
-

Vue d'ensemble du ministère

Mandat

Le ministère du Procureur général administre le système de justice afin de protéger le public et d'assurer le respect de la règle de droit au gouvernement. À cette fin, il priorise l'apport de changements au secteur de la justice qui simplifieront un système complexe et archaïque. Les efforts qu'il déploie à ce chapitre permettront aux Ontariennes et aux Ontariens d'avoir un accès plus facile, plus rapide et plus efficace à la justice.

Programmes et activités du ministère

En modernisant des pratiques obsolètes et en effectuant des investissements stratégiques, le ministère peut alléger les fardeaux réglementaires et améliorer la fiabilité et la souplesse du système de justice. Pour ce faire, il mettra en œuvre de nombreuses initiatives qui reflètent ses objectifs et qui l'aideront à tenir ses engagements.

Voici certaines des principales initiatives prévues ou entreprises en 2019 2020 :

Modernisation

Le gouvernement modernise et rationalise les services au sein du secteur de la justice, des services policiers aux tribunaux en passant par les services correctionnels. Le ministère travaille à améliorer la rapidité et l'efficacité du système de justice pénale, ce qui passe par la numérisation des documents d'accusation ou des renseignements pertinents fournis par la police. En outre, il priorisera une utilisation accrue de la vidéoconférence pour différents types de comparutions de personnes en détention.

Si les modifications proposées à la *Loi sur les jurys* sont adoptées, la base de données sur l'Assurance-santé de l'Ontario pourra être utilisée comme seule source d'information complète pour l'établissement de listes de jurés. Cela simplifiera le processus actuel, éliminera de nombreuses tâches administratives manuelles et chronophages et permettra de dresser des listes de jurés éventuels plus représentatives.

L'amélioration des activités des tribunaux accélérera la résolution des affaires civiles ou autres et optimisera l'utilisation des ressources des tribunaux. Si elles sont adoptées, les modifications législatives proposées simplifieront les processus et entraîneront des gains d'efficacité dans le système judiciaire :

- elles éviteront le gaspillage de ressources dans des affaires d'infraction provinciale instruites par un juge transféré à un autre tribunal pendant la procédure
- elles rationaliseront la publication des rapports annuels du Conseil d'évaluation des juges de paix et du Conseil de la magistrature de l'Ontario en optimisant l'utilisation du temps consacré au travail législatif, et
- elles élimineront le droit à un procès civil devant jury dans les cas où la procédure est simplifiée, raccourciront les procès et permettront aux tribunaux d'économiser de précieuses ressources.

Transformation de l'aide juridique

Le ministère veut s'assurer que les services d'aide et d'assistance juridiques répondent aux besoins de la population et qu'il est facile de s'y retrouver. À cette fin, il entreprendra un examen complet d'Aide juridique Ontario.

Cet examen permettra de moderniser la prestation des services d'aide juridique en vue de faciliter l'accès aux services et d'en améliorer la qualité pour les Ontariennes et les Ontariens à faible revenu.

Selon les recommandations de la vérificatrice générale, l'examen portera aussi sur les lois et le modèle de prestation de services applicables aux cliniques juridiques communautaires et sur les améliorations à y apporter. Par exemple, si on leur permettait de partager plus facilement leurs ressources et leur expertise, les cliniques pourraient offrir leurs services de première ligne aux personnes qui en ont le plus besoin.

Comme prévu, le gouvernement augmentera à nouveau de 6 % le seuil d'admissibilité financière aux services d'aide juridique.

Centres de justice

Pendant la deuxième phase de la stratégie de lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu de l'Ontario, le ministère créera des centres de justice à divers endroits de la province pour s'attaquer aux causes profondes de la criminalité, briser le cycle de la récidive et lutter contre les armes à feu et la violence des bandes criminalisées.

En administrant la justice dans un cadre communautaire, les centres de justice intégreront aux établissements de justice des mesures de prévention et d'intervention afin de tenir les contrevenants responsables de leurs actes tout en les mettant en contact avec des services de prévention de la récidive.

Les centres de justice pourront aussi mener des initiatives d'intervention visant à donner aux adolescents et aux jeunes adultes des moyens de sortir du milieu des bandes criminalisées ou à proposer aux adolescents à risque des solutions de rechange à ces bandes.

De concert avec les communautés locales, le gouvernement provincial commencera par créer des centres de justice dans les quartiers est et nord-ouest du centre-ville de Toronto ainsi qu'à Kenora et à London.

Cours unifiées de la famille

Le gouvernement améliore l'accès à la justice pour les enfants et les familles de l'Ontario en unifiant davantage de tribunaux supérieurs et provinciaux de la famille, ce qui simplifiera et harmonisera les processus de façon à permettre aux parties à un litige d'économiser temps et argent.

Le modèle de cour unifiée de la famille sera implanté à huit autres endroits de la province, soit à Belleville, à Picton, à Pembroke, à Kitchener, à Welland, à Simcoe, à Cayuga et à St. Thomas, et 12 nouveaux juges ont été nommés par le gouvernement fédéral.

Soutien aux victimes d'actes criminels et aux personnes vulnérables

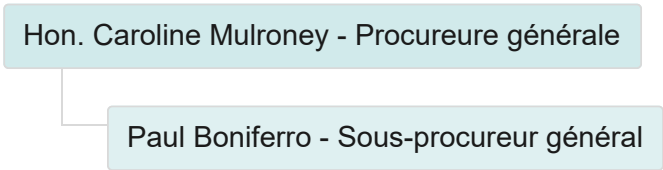
Le ministère cherche des façons de moderniser et d'améliorer la prestation des services aux victimes d'actes criminels.

Si elles sont adoptées, les modifications proposées aux services d'indemnisation des victimes remplaceront le modèle d'arbitrage actuel par un modèle administratif pour garantir que les victimes recevront une aide financière plus rapide, plus efficace et moins lourde au point de vue administratif.

Le ministère du Procureur général se livrera à un examen approfondi à l'échelle du gouvernement pour veiller à ce que les victimes d'actes criminels et leur famille obtiennent l'aide dont elles ont besoin, quand et où elles en ont le plus besoin.

Le Bureau du tuteur et curateur public protège les intérêts financiers et juridiques des adultes mentalement incapables de l'Ontario. Il a entrepris une initiative pluriannuelle de modernisation de ses processus et outils administratifs pour simplifier et accélérer l'accès aux services et pour en améliorer la prestation.

Organigramme



Genevieve Chiu - Avocate auprès du sous-procureur général

Ryan Freeston - Avocat auprès du sous-procureur général

Stephanie Henderson - Avocate auprès du sous-procureur général

Jane Mallen - Attachée de direction et avocate en chef auprès du sous-procureur général

Judy Phillips - Directrice des communications

Denise Cole - Sous-procureure générale adjointe Initiatives stratégiques

Renu Kulendran - Directrice générale Secrétariat de la légalisation du cannabis

Robin Thompson - Groupement de la justice - Directrice de l'information et SMA Services technologiques pour la justice

Catherine Emile - Responsable, Direction des solutions

Sheila Bristo - Sous-procureure générale adjointe, Division des services aux tribunaux

Babi Banerjee - Directeur, Direction du soutien interne

Directrices de l'administration des tribunaux

Beverly Leonard (Tor)

Sarina Kashak (CE)

Danielle Manton (E)

Debbie Dunn (CO)

Samantha Poisson (W)

Cathy Kulos (NE)

Jo Dee Kamm (NO)

Vaia Pappas - Directrice du soutien opérationnel

Lori Newton - Avocate directrice, Cour de justice de l'Ontario

Falguni Debnath - Avocate principale, Cour d'appel

Mohan Sharma - Avocat directeur, Cour supérieure de justice

Jill Hughes - Directrice de la gestion des programmes

Susan Kyle - Sous-procureure générale adjointe, Division du droit criminel

Tammy Browes-Bugden - Directrice, Centre de gestion et des opérations stratégiques

Milan Rupic - Directeur (I), Bureau des avocats de la Couronne - Droit criminel

Fred Braley - Directeur, Lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu

Mark Saltmarsh - Directeur, Initiatives stratégiques pour les procureurs de la Couronne

James M. Stewart - Directeur de la gestion des causes importantes

Directeurs des services des procureurs de la Couronne

Andrew Locke (Tor)

John Sotirakos (CE)

Curt Flanagan (E)

Tony MacKinnon (CO)

Lowell Hunking (W)

Susan Stothart (N)

Lynn Norris - Sous-procureure générale adjointe, Division de la modernisation

Christopher Johns - Directeur général (I), Innovation

Shaleena Kitchlu - Directrice (I), Activités stratégiques

Maura Dales - Directrice, Bureau de gestion des projets

Dominic Fernandes - Directeur, Direction de l'analytique

Michael Waby - Directeur (I), Modernisation du système de justice pénale

Michel Hélie - Sous-procureur général adjoint, Division du droit civil

Sean Kearney - Directeur, Bureau des avocats de la Couronne - Droit civil

Sarah Wright - Directrice (I), Droit constitutionnel

Kate Johnstone - Directrice, Direction de la planification stratégique et de la gestion des activités

Jane Price - Directrice, Direction de la formation et du perfectionnement

Directeur de portefeuille (Économie, infrastructure et services gouvernementaux) - David Costen

Directeurs, Services juridiques

Samir Khalil (CSFO)

Fateh Salim (MACI/MCI/MSGSC)

Len Hatzis (SCT)

Michael Waterston (MFO)

Sona Advani (RCAI)

Amyr Hadibhai (MTR)

Mary Gersht (MTO)

Directrice de portefeuille (Services communautaires, de santé et sociaux) - Dianne Carter

Directeurs, Services juridiques

Brian Loewen (MSCSC)

Peter Spencer (MTCS)

Jeff Simser (ORGANISMES - CCC, BCCI, CCOP, RLISS)

Janice Crawford (MSSLD)

Diane Zimnica (MSESC)

Kikee Malik (BOF)

Shannon Chace (EDU/MFCU)

Directrice de portefeuille (Affaires autochtones, terres et ressources) - Leith Hunter

Directeurs, Services juridiques

Halyna Perun (MEPP)

Joanne Davies (MAML)

Catherine Stewart (MAA)

Donald Bennett (EDNM)

Maud Murray (EDNM/MDECEC)

Jeff Schelling (MAAARO)

Alison MacKenzie (MRNF)

Mark Spakowski - Premier conseiller législatif

Juanita Dobson - Sous-procureure générale adjointe, Division des services aux victimes et aux personnes vulnérables

Vivienne Lipman - Directrice, Direction du soutien à la Division

Tamara Gilbert - Directrice, Services aux victimes - Ontario

Marian Jacko - Avocate des enfants

Ken Goodman - Tuteur et curateur public

Dante Pontone - Sous-procureur général adjoint et DGA, Division de la gestion des services ministériels

Jatinder Singh - Directeur, Planification des activités et du budget

Deen Ajasa - Directeur, Unité des activités stratégiques des RH

Susan Patterson - Directrice, Direction de la gestion des installations

Frank Skubic - Directeur, Direction de la sécurité pour le secteur de la justice et de la gestion des situations d'urgence

Sabine Derbier - Coordinatrice, Services en français

Enza Ragone - Coordinatrice, Accès à l'information

Brad Obee - Directeur, Services de vérification

Kimberly Murray - Sous-procureure générale adjointe, Division de la justice pour les Autochtones

Jennifer Abbott - Directrice (I), Services pour les Autochtones

Irwin Glasberg - Sous-procureur général adjoint, Division des politiques



Lois administrées par le ministère du procureur général

Administration de la justice

- *Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels*
- *Code des droits de la personne*
- *Loi de 1991 sur l'arbitrage*
- *Loi de 1992 sur les recours collectifs*
- *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* (articles se rapportant à la Commission de la sécurité-incendie)
- *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* (article se rapportant au Tribunal de l'aide sociale)
- *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*
- *Loi de 1999 sur la sécurité dans les rues*

- *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*
- *Loi de 2000 sur la responsabilité parentale*
- *Loi de 2000 sur le Tribunal de l'environnement*
- *Loi de 2002 sur la prescription des actions*
- *Loi de 2006 sur la législation*
- *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation* (articles se rapportant à la Commission de la location immobilière)
- *Loi de 2009 sur la présentation d'excuses*
- *Loi de 2009 sur le recouvrement du montant des dommages et du coût des soins de santé imputables au tabac*
- *Loi de 2009 sur les enquêtes publiques*
- *Loi de 2017 sur la prévention de la traite de personnes et les recours en la matière*
- *Loi sur l'administration de la justice*
- *Loi sur l'éducation* (articles se rapportant aux tribunaux de l'enfance en difficulté)
- *Loi sur l'exécution forcée*
- *Loi sur l'exercice des compétences légales*
- *Loi sur l'habeas corpus*
- *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*
- *Loi sur la Commission de révision de l'évaluation foncière*
- *Loi sur la mise en liberté sous caution*
- *Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles*
- *Loi sur la preuve*
- *Loi sur la procédure de révision judiciaire*
- *Loi sur la responsabilité des propriétaires de chiens*
- *Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario* (articles se rapportant à la Commission d'étude des soins aux animaux)
- *Loi sur le ministère des Services correctionnels* (articles se rapportant à la Commission ontarienne des libérations conditionnelles)
- *Loi sur le partage de la responsabilité*
- *Loi sur le patrimoine de l'Ontario (partie III)*
- *Loi sur les amendes et confiscations*
- *Loi sur les commissaires aux affidavits*

- *Loi sur les droits des aveugles*
- *Loi sur les enquêtes concernant les hôpitaux et les établissements de bienfaisance*
- *Loi sur les infractions provinciales*
- *Loi sur les juges de paix*
- *Loi sur les jurys*
- *Loi sur les notaires*
- *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* (articles se rapportant à la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille et à la Commission de révision des placements sous garde)
- *Loi sur les services policiers* (articles se rapportant au Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, à la Commission civile de l'Ontario sur la police et à l'Unité des enquêtes spéciales)
- *Loi sur les témoins de la Couronne*
- *Loi sur les tribunaux judiciaires*

Droit de la famille

- *Loi de 2017 sur l'accès sécuritaire aux services d'interruption volontaire de grossesse*
- *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille* (articles se rapportant à la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille et à la Commission de révision des placements sous garde)
- *Loi portant réforme du droit de l'enfance*
- *Loi sur le droit de la famille*

Intergouvernemental

- *Loi de 1999 sur le règlement des différends internationaux relatifs aux investissements*
- *Loi de 1999 sur les conventions relatives à l'exécution des jugements*
- *Loi de 2002 sur les garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (équipements aéronautiques)*
- *Loi de 2002 sur les ordonnances alimentaires d'exécution réciproque*
- *Loi de 2017 sur la Convention sur les accords d'élection de for internationaux*
- *Loi de 2017 sur la Convention sur les communications électroniques internationales*
- *Loi de 2017 sur la reconnaissance internationale des fiducies*
- *Loi sur l'exécution réciproque de jugements*
- *Loi sur l'exécution réciproque de jugements (Royaume-Uni)*
- *Loi sur le droit de réciprocité en matière de pollution transfrontalière*
- *Loi sur les assignations interprovinciales*

Lois sur les biens

- *Loi de 2017 sur le Centre d'assistance pour les appels en matière d'aménagement local*
- *Loi de 2017 sur le Tribunal d'appel de l'aménagement local*
- *Loi sur l'entrée sans autorisation*
- *Loi sur l'expropriation*
- *Loi sur la capitalisation*
- *Loi sur la propriété et les droits civils*
- *Loi sur la responsabilité des occupants*
- *Loi sur le partage des biens-fonds*
- *Loi sur les actes translatifs de propriété et le droit des biens*
- *Loi sur les biens en déshérence*
- *Loi sur les biens immeubles des étrangers*
- *Loi sur les biens-fonds des organisations religieuses*
- *Loi sur les cessions en fraude des droits des créanciers*
- *Loi sur les formules abrégées de baux*
- *Loi sur les hypothèques*
- *Loi sur les maisons de jeu et de débauche*

Réglementation du commerce

- *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*
- *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools, du cannabis et des jeux et la protection du public (articles se rapportant à la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario)*
- *Loi de 2000 sur le commerce électronique*
- *Loi de 2010 sur la médiation commerciale*
- *Loi de 2010 sur le désintéressement des créanciers*
- *Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux*
- *Loi de 2017 sur l'arbitrage commercial international*
- *Loi modifiant le droit commercial*
- *Loi relative aux preuves littérales*
- *Loi sur la comptabilité des œuvres de bienfaisance*
- *Loi sur la conservation des documents commerciaux*
- *Loi sur la construction*

- *Loi sur la réduction des opérations exorbitantes*
- *Loi sur la vente d'objets*
- *Loi sur la vente immobilière*
- *Loi sur le prêt sur gages*
- *Loi sur les contrats inexécutables*
- *Loi sur les conventions de vente internationale*
- *Loi sur les débiteurs en fuite*
- *Loi sur les employeurs et employés*
- *Loi sur les frais de saisie-gagerie*
- *Loi sur les permis d'alcool*
- *Loi sur les récépissés d'entrepôt*
- *Loi sur les salaires*

Réglementation des professions

- *Loi de 2004 sur l'expertise comptable*
- *Loi de 2017 sur les comptables professionnels agréés de l'Ontario*
- *Loi sur le Barreau*
- *Loi sur le protocole du barreau*
- *Loi sur les architectes*
- *Loi sur les ingénieurs*
- *Loi sur les procureurs*

Obligations et immunité de la couronne

- *Loi sur l'immunité des personnes exerçant des attributions d'ordre public*
- *Loi sur l'ombudsman*
- *Loi sur le ministère du Procureur général*
- *Loi sur les fonctionnaires*
- *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*
- *Loi sur les organismes de la Couronne*
- *Loi sur les procureurs de la Couronne*

Successions

- *Loi de 1992 sur la prise de décisions au nom d'autrui*

- *Loi de 2002 sur les déclarations de décès*
- *Loi portant réforme du droit des successions*
- *Loi sur l'administration des successions*
- *Loi sur l'administration des successions par la Couronne*
- *Loi sur la modification des fiducies*
- *Loi sur le Tuteur et curateur public*
- *Loi sur les absents*
- *Loi sur les dévolutions perpétuelles*
- *Loi sur les fiduciaires*
- *Loi sur les procurations*
- *Loi sur les substitutions immobilières*
- *Loi sur les successions*

Autres

- *Loi de 1993 confirmant et corrigeant les Lois refondues*
- *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*
- *Loi de 1994 sur le don d'aliments*
- *Loi de 2000 sur l'Association ontarienne des ex-parlementaires*
- *Loi de 2001 sur le bon samaritain*
- *Loi de 2001 sur les recours civils*
- *Loi de 2002 interdisant les gains tirés du récit d'actes criminels*
- *Loi de 2017 sur la Journée de sensibilisation à la traite de personnes*
- *Loi de 2017 sur le contrôle du cannabis*
- *Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis*
- *Loi sur l'heure légale*
- *Loi sur la diffamation*
- *Loi sur la liberté religieuse*
- *Loi sur la majorité et la capacité civile*
- *Loi sur le Conseil exécutif*
- *Loi sur le lieutenant-gouverneur*

Lois sur la démocratie

- *Loi de 2007 sur le référendum relatif au système électoral*
- *Loi de 2015 sur la représentation électoral*
- *Loi électorale*
- *Loi sur l'Assemblée législative*
- *Loi sur le financement des élections*

Organismes, conseils et commissions qui relèvent du ministère

Description	Prévisions 2019 2020 (comptabilité d'exercice)		Chiffres réels provisoires 2018 2019	
Dépenses \$	Revenus \$	Dépenses \$	Revenus \$	
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	36 345 700	29 343 800	33 976 900	26 629 900
Tribunaux décisionnels Ontario	106 960 500	32 102 700	134 462 400	31 377 500
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 122 700	-	5 936 200	-
Commission ontarienne des droits de la personne	5 168 300	-	5 549 700	-
Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police	6 464 900	-	8 045 600	-
Enquêtes publiques	1 000	-	7 207 900	-
Aide juridique Ontario	323 323 500	55 877 200	404 991 100	56 174 400
Unité des enquêtes spéciales	6 866 900	-	7 285 500	-
Centre d'assistance pour les appels en matière d'aménagement local	1 000	-	1 561 300	-
Total	490 254 500	117 323 700	609 016 600	114 181 800

Les chiffres réels provisoires correspondent aux données financières figurant dans le Budget de l'Ontario.

Information financière du ministère

Dépenses prévues du

ministère 2018 2019

Charges de fonctionnement 1 695 994 214

Charges d'immobilisations 129 375 500

Total 1 825 369 714
Sommaire – Fonctionnement et immobilisations par crédit 2019 2020

Crédit	Prévisions 2019 2020	Variations par rapport aux prévisions de 2018 2019		Prévisions 2018 2019*	Chiffres réels provisoires 2018 2019*	Chiffres réels 2017 2018*
	\$	\$	%	\$	\$	\$

Charges de fonctionnement et d'immobilisations

Administration du ministère	303 795 300	35 630 100	13,3	268 165 200	301 720 400	286 380 399
Poursuites contre les criminels	277 075 500	(7 939 700)	(2,8)	285 015 200	286 429 400	267 669 038
Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	547 785 800	(137 936 200)	(20,1)	685 722 000	677 220 400	679 942 657
Services juridiques	30 674 600	(4 684 300)	(13,2)	35 358 900	40 984 600	36 668 448
Services aux tribunaux	466 289 600	(9 484 100)	(2,0)	475 773 700	485 266 800	478 865 669
Victimes et personnes vulnérables	183 813 400	(15 126 900)	(7,6)	198 940 300	179 315 800	172 990 238
Crédit d'impôt pour contributions politiques	7 940 600	(4 224 000)	(34,7)	12 164 600	14 368 600	10 110 100
Total	1 817 374 800	(143 765 100)	(7,3)	1 961 139 900	1 985 306 000	1 932 626 549
Total à voter –	1 817 374 800	(143 765 100)	(7,3)	1 961 139 900	1 985 306 000	1 932 626 549

Charges de fonctionnement et d'immobilisations						
Crédits législatifs	7 994 914	1 803 300	29,1	6 191 614	18 264 614	62 660 303
Total du ministère – Charges de fonctionnement et d'immobilisations	1 825 369 714	(141 961 800)	(7,2)	1 967 331 514	2 003 570 614	1 995 286 852
Redressement de consolidation et autres redressements	108 290 500	63 064 200	139,4	45 226 300	84 847 900	46 101 182
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 933 660 214	(78 897 600)	(3,9)	2 012 557 814	2 088 418 514	2 041 388 034
Actifs de fonctionnement et biens immobilisés						
Administration du ministère	16 712 100	16 710 100	835 505.0	2 000	22 900	22 922
Poursuites contre les criminels	1 000	-	-	1 000	1 508 400	1 508 409
Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	4 639 400	(150 600)	(3,1)	4 790 000	5 372 100	5 252 709
Services juridiques	1 000	-	-	1 000	254 600	254 605
Services aux tribunaux	157 437 800	(12 127 700)	(7,2)	169 565 500	105 162 500	26 060 152
Victimes et personnes	1 000	-	-	1 000	101 900	101 947

vulnérables

Total	178 792 300	4 431 800	2,5	174 360 500	112 422 400	33 200 744
Total à voter – Actifs de fonctionnement et biens immobilisés	178 792 300	4 431 800	2,5	174 360 500	112 422 400	33 200 744
Total du ministère – Actifs de fonctionnement et biens immobilisés	178 792 300	4 431 800	2,5	174 360 500	112 422 400	33 200 744

*Les prévisions du dernier exercice sont redressées afin de refléter les changements relatifs à l'organisation du ministère ou à la structure de ses programmes. Les chiffres réels provisoires pour les charges de fonctionnement et d'immobilisations correspondent aux données financières figurant dans le Budget de l'Ontario de 2019.

Annexe : rapport annuel 2018 2019

Réalisations 2018 2019

En 2018 2019, le ministère du Procureur général a réalisé d'importants progrès vers l'atteinte de son objectif consistant à simplifier un système de justice complexe et archaïque en modernisant des pratiques obsolètes et en effectuant des investissements stratégiques pour alléger les fardeaux réglementaires et améliorer la fiabilité et la souplesse du système.

Par exemple, pour garantir la sécurité des Ontariennes et des Ontariens, le ministère a mis en œuvre un cadre législatif et réglementaire applicable à la délivrance de licences pour la vente au détail de cannabis et des outils d'exécution pour lutter contre le marché du cannabis illégal, en renforçant les services et la surveillance de la police ainsi qu'en modernisant le secteur de la justice.

Parmi les progrès réalisés pendant l'exercice, citons les suivants :

Direction de l'approche ontarienne en matière de légalisation du cannabis

En réaction à la légalisation du cannabis par le gouvernement fédéral, l'Assemblée législative de l'Ontario a adopté la *Loi de 2018 modifiant des lois en ce qui concerne le cannabis* pour modifier la *Loi de 2017 sur le contrôle du cannabis* et édicter la *Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis*.

Il est primordial de protéger la santé et le bien être de toute la population ontarienne, mais surtout des enfants,

des adolescents et des jeunes adultes. À l'automne 2018, le gouvernement a lancé une vaste campagne d'information et de sensibilisation auprès des Ontariennes et des Ontariens au sujet des règles, des règlements et des mesures de santé et de sécurité applicables au cannabis.

En outre, le ministère a établi un système de vente au détail privée strictement réglementé en désignant la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comme organisme provincial de réglementation chargé de superviser ce système.

Enfin, le gouvernement a demandé conseil à des experts, y compris au Centre de toxicomanie et de santé mentale, et harmonisé en grande partie les règles applicables à la consommation de cannabis récréatif et thérapeutique avec les règles applicables au tabac en vertu de la *Loi de 2017 favorisant un Ontario sans fumée*.

Renforcement des services policiers

L'Assemblée législative de l'Ontario a adopté la *Loi de 2019 sur la refonte complète des services de police de l'Ontario*.

Une fois entrée en vigueur par proclamation, la Loi assurera la surveillance efficace et indépendante de la police de même que le respect de l'intégrité et du professionnalisme des agents de police de première ligne de la province.

La Loi précisera le mandat de l'Unité des enquêtes spéciales pour accélérer et améliorer les enquêtes et pour les rendre plus satisfaisantes et transparentes.

Enfin, la Loi prorogera le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police sous le nom d'Agence des plaintes contre les forces de l'ordre. Outre son mandat de recevoir les plaintes du public concernant la conduite des agents de police, l'Agence aura le pouvoir d'ouvrir une enquête en l'absence de plainte s'il est dans l'intérêt public de le faire. Ces modifications visent à garantir aux communautés, aux agents de première ligne et aux partenaires des services policiers une surveillance adéquate, équitable et efficace de la police.

Lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu

En 2018, le gouvernement de l'Ontario a annoncé qu'il lancerait une stratégie globale interministérielle en plusieurs phases pour lutter contre les armes à feu et la violence des bandes criminalisées à l'échelle de la province et pour assurer la sécurité des communautés.

Pendant la première phase de cette stratégie, le ministère a commencé à investir les quelque 7,6 millions de dollars prévus sur quatre ans pour mettre en place une équipe d'aide pour les mises en liberté sous caution concernant les infractions liées aux armes à feu à Toronto. Cette équipe spécialisée regroupe des procureurs de la Couronne et des responsables de la gestion des cas qui collaborent avec les services de police locaux pour développer une expertise et compiler des renseignements en vue de présenter la preuve la plus solide possible au tribunal à l'étape de la mise en liberté sous caution.

Pendant la deuxième phase de la stratégie, annoncée au printemps 2019, le ministère mettra sur pied une unité provinciale de soutien à la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu. Cette unité interdisciplinaire formée de poursuivants experts s'associera avec les corps de police provincial et municipaux pour mener des

enquêtes et des poursuites multiterritoriales concernant les bandes criminalisées et les armes à feu dans les régions de l'Ontario où les besoins sont les plus grands. En outre, le ministère créera un peu partout dans la province des centres de justice qui intégreront des services de justice, de santé, d'éducation et de logement ainsi que des services sociaux pour aborder de manière collective l'intersection complexe des facteurs de risque qui contribuent à la violence liée aux armes à feu et aux bandes criminalisées en Ontario. Enfin, le ministère luttera contre la traite et l'exploitation des femmes et des jeunes autochtones et contre leur recrutement dans les bandes criminalisées en menant des initiatives de prévention de la violence et d'intervention visant les bandes criminalisées.

Modernisation de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*

Si elle est adoptée, la *Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne* et les instances l'intéressant (actuellement un projet de loi) :

- éliminera l'obligation d'obtenir l'autorisation officielle du gouvernement pour introduire des instances contre celui-ci concernant des causes d'action ayant pris naissance avant 1963
- obligera les tribunaux à examiner le bien-fondé de certaines causes d'action contre le gouvernement avant de pouvoir procéder
- précisera l'étendue de la responsabilité du gouvernement en cas de négligence relative à l'application des lois et à la prise de décisions réglementaires et stratégiques en toute bonne foi
- précisera l'étendue de la responsabilité du gouvernement quant aux actes des organismes de la Couronne, des sociétés de la Couronne, des bénéficiaires de paiements de transfert et des entrepreneurs indépendants, et
- précisera les règles de procédure qui s'appliquent aux instances visant le gouvernement.

Ces changements permettront au gouvernement de réduire les dépenses publiques associées aux frais de justice et ainsi de mieux financer les programmes et services offerts aux Ontariennes et aux Ontariens.

Palais de justice de Halton et de Toronto

Le nouveau Palais de justice central de la région de Halton rassemblera sous un même toit les activités de la Cour supérieure de justice et de la Cour de justice de l'Ontario, actuellement menées à Milton et à Burlington.

Le ministère a aussi entrepris la construction d'un nouveau palais de justice à Toronto. En plus d'accueillir des tribunaux spécialisés, notamment dans les domaines du traitement de la toxicomanie, des Autochtones, de la jeunesse et de la santé mentale, ce palais de justice offrira des services de soutien aux victimes. Les travaux ont commencé à l'automne 2018 et devraient être essentiellement terminés au printemps 2022. Les tribunaux emménageront graduellement peu de temps après.

Dépenses ministérielles 2018 2019

Dépenses ministérielles (\$) 2018 2019

Fonctionnement	1 876 106 314
----------------	---------------

Immobilisations

127 464 300

Strength (au 31 mars 2019)

8 163.42

Perspectives provisoires 2018 2019, ministère du Procureur général (exclut les redressements de consolidation)
(redressées)

*Ressources humaines - Ministère du Procureur général

Mis à jour : 29 novembre 2019

Date de publication : 29 novembre 2019

Ministère du Procureur général

Le ministère du Procureur général a pour mission de fournir des services de justice impartiaux, équitables et accessibles à la population ontarienne.

[l'Ontario en bref](#) [accessibilité](#) [nouvelles](#)
[confidentialité](#) [conditions d'utilisation](#)

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2012-20

Contactez-nous



Sujets

Affaires et économie

Arts et culture

Conduite et routes

Domicile et communauté

Éducation et formation

Environnement et énergie

Gouvernement

Impôts et avantages fiscaux

Lois et sécurité

Régions rurales et du Nord

Santé et bien-être

Travail et emploi

Voyage et loisirs